

Tchernobyl au quotidien. Confrontation au danger et politiques de prévention

Guillaume Grandazzi

► **To cite this version:**

Guillaume Grandazzi. Tchernobyl au quotidien. Confrontation au danger et politiques de prévention. Cahiers de la Maison de la recherche en sciences humaines de l'université de Caen, Maison de la recherche en sciences humaines (Caen), 2005, Jeunes chercheurs en sciences humaines et sociales : 10 ans de recherches à la MRSH de Caen, pp.307-316. hal-02126106

HAL Id: hal-02126106

<https://hal-normandie-univ.archives-ouvertes.fr/hal-02126106>

Submitted on 21 May 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Guillaume Grandazzi. « Tchernobyl au quotidien. Confrontation au danger et politiques de prévention ». *Jeunes chercheurs en sciences humaines et sociales. 10 ans de recherches à la MRSH de Caen*, Presses Universitaires de Caen, pp.307-316, 2005.

TCHERNOBYL AU QUOTIDIEN

Confrontation au danger et politiques de prévention

Guillaume Grandazzi

Laboratoire d'Analyse Socio-Anthropologique des Risques (LASAR)

Résumé : *Près de vingt ans après l'accident de Tchernobyl, les conditions de vie dans les territoires contaminés de Biélorussie restent profondément altérées par les conséquences de cette catastrophe. En effet, le caractère extrêmement centralisé des actions engagées par le gouvernement biélorusse, de même que le manque de concertation entre les différentes institutions internationales et partenaires présents sur le terrain, ainsi que le peu d'attention portée aux besoins exprimés par les populations concernées, n'ont pas permis la résolution des problèmes associés à la vie en territoire contaminé.*

Un monde déstructuré

Alors que dix-neuf ans se sont écoulés depuis l'accident survenu à la centrale de Tchernobyl, l'observation de la situation dans les territoires contaminés de Biélorussie, République la plus touchée par les retombées radioactives, montre que les conséquences de cette catastrophe protéiforme se déploient dans tous les registres de la société. Dans une perspective socio-anthropologique, on peut dire de cette tragédie qu'elle se donne à voir comme un *fait social total*, concept forgé par Marcel Mauss (1950) pour caractériser ces phénomènes sociaux qui « mettent en branle la totalité de la société et de ses institutions ». Force est en effet de constater que pour les quelque deux millions de Biélorusses vivant dans ces régions contaminées, rien n'est plus comme avant l'accident et la durabilité des processus engagés interdit toute possibilité de vivre « normalement ». C'est à une transformation radicale de leur monde que se sont trouvées confrontées les populations, le bouleversement n'étant pas réductible à l'altération de l'environnement ni à la dégradation de la santé, mais affectant également toutes les dimensions de la vie (sociale, économique, juridique, politique, symbolique, psychologique, culturelle, etc.).

Pour tenter de saisir la signification que revêt, pour ces personnes, la confrontation durable à la contamination et la vie dans l'après-Tchernobyl, et pour accéder à la compréhension d'un événement qui semble échapper à toute tentative d'appréhension strictement rationnelle, le recueil de la parole des victimes oubliées et silencieuses de Tchernobyl, de ces survivants *en sursis* contraints de vivre dans ce monde nouveau issu de la catastrophe, s'est avéré indispensable. Rejetant la posture de l'expert, laquelle aurait inmanquablement conduit à pointer l'irrationalité de certains comportements ou à relever les apories dans les discours des interviewés, c'est-à-dire à juger les discours et les pratiques à l'aune de la seule rationalité

scientifique et technique, il s'est plutôt agi, en recueillant la parole de ces témoins¹ porteurs d'une expérience que nous n'avons pas faite, d'essayer de saisir les modalités de l'« adaptation » supposée de la culture à cette situation inédite et la façon dont ils affrontent, pratiquement et symboliquement, cette nouveauté radicale alors même qu'ils ne disposent dans leur culture d'aucune référence, d'aucun repère susceptible d'être mobilisé pour avoir prise sur cette réalité, laquelle demeure en grande partie irréprésentable. Les entretiens approfondis que nous avons menés dans plusieurs districts contaminés dans le cadre de nombreuses missions effectuées depuis 1997 en Biélorussie, nous ont permis d'appréhender ce que produisent, tant au niveau des discours que des pratiques, les contradictions objectives auxquelles sont soumis les habitants.

Notons ici que les effets de la catastrophe de Tchernobyl se conjuguent avec ceux liés à l'effondrement de l'URSS, que celle-ci a précipité. Svetlana Alexievitch (1998) remarquait que « deux catastrophes ont coïncidé : l'une sociale – sous nos yeux, un immense continent socialiste a fait naufrage ; l'autre cosmique – Tchernobyl. Deux explosions totales ». Sans doute les conséquences de la première sont-elles plus facilement identifiables et perceptibles par les habitants qui ont vu leurs conditions de vie se dégrader depuis 1991, ce qui amène une partie de la frange la plus âgée de la population à entretenir une forme de nostalgie par rapport à la période communiste qui apportait un certain nombre de garanties sur les plans social et économique. Par ailleurs, les changements qui affectent peut-être le plus les habitants, du moins ceux qui sont suffisamment âgés pour se souvenir de ce qu'était la vie avant l'accident, sont ceux, là encore parce qu'ils sont les plus perceptibles, qui sont liés à la gestion post-accidentelle et aux mesures prises par les autorités pour protéger (bien que tardivement) les populations. Ainsi, les conséquences radiologiques de l'accident, si elles sont les plus redoutables, ne sont pas forcément les plus redoutées ou en tout cas celles qui ont été les plus traumatisantes. En effet, les moyens de prévention ou de protection mis en œuvre, dans la mesure où ils contribuent à matérialiser le risque, en constituent en quelque sorte la face visible (tant que les conséquences sanitaires ne sont pas advenues), et peuvent alors être perçus comme une menace ou une atteinte plus grave encore que le risque lui-même.

Parmi les contre-mesures qui ont le plus affecté la population, les évacuations des premières semaines et les campagnes de relogement ultérieures ont été unanimement vécues, tant par les relogés que par ceux qui sont restés, comme un traumatisme, de déracinement pour les uns (« *pour moi, c'était une vraie tragédie, cela signifiait partir, quitter ma ville natale* »), de déstructuration des liens sociaux et du quotidien pour les autres. L'âge a constitué un facteur déterminant pour que le relogement, dès lors qu'il était basé sur le volontariat, soit accepté ou non par les habitants. Ainsi, ceux qui avaient de jeunes enfants se sont résolus plus facilement à partir, malgré leur attachement aux lieux, tandis que les personnes âgées ont souvent préféré rester dans leur village en dépit de la contamination importante et du départ plus ou moins massif des jeunes générations. Certains des districts les plus contaminés ont ainsi perdu plus

¹ Annette Wieviorka (1998) écrit que « le témoin porteur d'une expérience, fut-elle unique, n'existe pas en soi. Il n'existe que dans la situation de témoignage dans laquelle il est placé ». Paul Valéry, dans ses *Propos sur le progrès* publiés en 1931, constatait très justement que le développement scientifique et technique avait contribué à délégitimer le témoignage au profit d'un regard expert sur le monde : « À l'espèce de certitude qui émanait de la concordance des avis ou des témoignages d'un grand nombre de personnes, s'oppose l'objectivité des enregistrements contrôlés et interprétés par un petit nombre de spécialistes ». Les catastrophes du vingtième siècle ont toutefois donné au témoignage une valeur heuristique particulière, tandis que le progrès s'est trouvé mis « en procès ». On serait alors tenté de renverser la proposition de Valéry en disant que désormais, à l'espèce de certitude qui émane de la concordance des avis d'un grand nombre de spécialistes, peut s'opposer la véracité des témoignages d'un petit nombre de personnes.

de la moitié de leur population, des dizaines de localités ont été évacuées et détruites et de nombreux kolkhozes abandonnés. Dans les districts moins contaminés, où les relogements n'ont pas concerné autant de personnes et où les villages promis à la destruction ne se comptent pas par dizaines, si l'empreinte de la catastrophe est moins massivement visible dans le paysage², il n'en demeure pas moins que la vie des habitants a été radicalement bouleversée par l'accident et son cortège de conséquences (Grandazzi, Lemarchand (dir.), 2004).

Villages en ruines, terres en friche, campagnes désertées, économie sinistrée, familles et réseaux de sociabilité éclatés... c'est un monde en déliquescence dans lequel doivent vivre ceux qui ont fait le choix de rester et ceux, beaucoup plus nombreux, qui n'ont pas eu la possibilité de quitter ces territoires sinistrés, dont les plus contaminés semblent voués à une mort éternelle. « *L'évacuation de la population, ça laisse des traces au moral, c'est assez douloureux, il reste peu de monde* », évoque ainsi un vieil homme dans un village où quelques maisons seulement sont encore habitées. Plus encore que la contamination de l'environnement, c'est la mort sociale liée à la désaffectation de ces territoires qui est parfois vécue le plus douloureusement, engendrant ainsi la colère des habitants qui accusent alors les autorités d'avoir détruit les campagnes et déstructuré le tissu social et économique local, vouant ainsi ces villages et leurs habitants à un lent dépérissement. Désertification, rupture de la transmission, effondrement des garants symboliques et économiques sans lesquels il n'est plus de sentiment d'appartenance au monde possible, sont parmi les signes qui consacrent la ruine du « monde vécu » et de la « culture du quotidien » contre laquelle s'élevait André Gorz (1978) et qui frappe d'obsolescence « des habitudes, des normes et des conduites allant de soi, grâce auxquelles les individus peuvent comprendre et assumer leur insertion dans le monde qui les entoure », engendrant alors une souffrance sociale et psychique, une détresse morale qu'aucune *culture du risque*, vraisemblablement, ne saurait amenuiser.

Des perceptions du risque à l'appréhension du danger

Les entretiens réalisés auprès des habitants des territoires contaminés nous ont amené, dans une perspective compréhensive, à porter une attention particulière à la façon dont ils appréhendent le danger qui les entoure et avec lequel ils vivent, pour la plupart, depuis de nombreuses années. La notion d'appréhension, que l'on préfère ici à celle de perception, est en effet plus riche que cette dernière qui a donné lieu à de très nombreux travaux dans le champ de la sociologie du risque. Le terme « appréhension » recouvre en effet au moins trois acceptions différentes qui rendent son utilisation particulièrement adaptée pour rendre compte des rapports ambivalents que les individus entretiennent au risque, ce qu'avait relevé Geneviève Decrop (1994) dans le cadre d'une étude sur le risque nucléaire en France. En effet, il signifie à la fois percevoir, craindre et se saisir de, triple sens qui donne toute son épaisseur à cette notion. Alors que les travaux sur la perception des risques s'attachent généralement à saisir les « biais » subjectifs et les déterminants sociaux ou culturels qui empêcheraient les individus d'accéder à une réalité supposée « objective » du risque, parler

² Sur les rapports entre catastrophes et paysages, Henri-Pierre Jeudy remarque qu'« un désastre laisse des traces qui ne sont pas seulement les signes mnémoniques d'un malheur, il produit une architecture de l'espace. Une terre dévastée est aussi un paysage. Une telle affirmation ne se fonde pas sur le seul point de vue esthétique, elle se soutient des formes d'appréhension sociale, des modes d'appropriation qui se jouent dans ou autour des espaces post-catastrophiques. [...] On ne voit pas pour quelle raison de tels lieux seraient sans mémoire ni identité. S'ils ne représentaient que l'échec d'une gestion préventive des risques, ils ne feraient que confirmer les limites des stratégies développées. Or, un espace sinistré existe en soi, il trahit une configuration singulière avec une symbolique propre » (Cauquelin, Jeudy, 1989).

d'appréhension du risque conduit davantage à s'intéresser aux processus complexes et aux dynamiques à l'œuvre dans le travail d'interprétation de la réalité, jamais achevé, auquel se livrent les personnes confrontées à un danger, travail qui les amène à déchiffrer les informations disponibles, à en déduire un comportement et qui leur permet, le cas échéant, d'avoir prise sur le risque encouru. Ainsi, il ne s'agit pas de vérifier le niveau d'informations ou de connaissances objectives chez les individus appartenant à une collectivité donnée, mais plutôt d'essayer de déterminer quelles sont les ressources (cognitives, matérielles et symboliques) qu'ils mobilisent pour affronter l'insaisissable, c'est-à-dire ce qui fait, pour eux, le « sens du danger » (Coanus, Duchêne, Martinais, 1999).

Certes, les comportements dépendent dans une certaine mesure des connaissances dont les habitants disposent sur la situation radiologique de leur environnement et de la façon dont ils se représentent la radioactivité, notamment en ce qui concerne sa répartition géographique, son cheminement à travers la chaîne alimentaire, son mode d'action et ses effets sur l'organisme, etc. Il semble alors qu'une condition indispensable, bien que non suffisante, à l'adoption d'une attitude de précaution, soit contenue dans leur appréciation de la réalité de la contamination des territoires où ils vivent ou qui les entourent, des produits qu'ils peuvent être amenés à consommer, et de la nécessité de s'en protéger. À cet égard, la qualité et la fiabilité des informations concernant ces aspects apparaissent déterminantes et *a priori* seules à même d'assurer le développement de comportements adaptés à la prémunition individuelle et collective. Toutefois, la répartition en « taches de léopard » de la radioactivité, dont découle le dispositif de zonage qui structure le territoire depuis 1991 et dont les cartes établies offrent une représentation, si elle est connue des habitants, est souvent mise en doute. Car si chacun a une connaissance, plus ou moins approximative, de cette inégale répartition des radionucléides dans l'environnement et fait état de l'existence de « coins propres » où il est possible, par exemple, d'aller ramasser des champignons et des baies dans la forêt (il ne suffit pas en effet de savoir où en trouver mais il faut connaître également le niveau de la radioactivité ambiante), le doute systématique à l'égard des informations « officielles » conduit dans le même temps à une remise en cause de la configuration territoriale de la contamination à partir de laquelle ont été élaborées les contre-mesures post-accidentelles et qui structure leur quotidien. Cette défiance vis-à-vis des institutions, associée à la notion de proximité spatiale au danger – dans la mesure où l'on peut considérer que sont plus « proches » du danger les personnes qui vivent dans les territoires les plus contaminés – semble alors donner lieu, pour ces derniers à diverses formes de déni de la réalité de la contamination, tandis que ceux qui résident en zone « propre » (du point de vue de la rationalité administrative et technique) mais à proximité des zones contaminées, tendent à l'inverse à remettre massivement en question les informations rassurantes concernant la qualité (au regard de la pollution radiologique) de leur environnement quotidien (Bocéno, Dupont, Grandazzi, Lemarchand, 2000).

Information et radioprotection : de quelques limites des actions de prévention

Dans le contexte biélorusse, l'autonomie et les marges de manœuvre dont disposent les habitants pour assurer leur protection face à la menace radioactive sont très limitées. Il leur est essentiellement demandé de se conformer aux recommandations formulées par les autorités, lesquelles concernent principalement l'alimentation ne provenant pas du circuit contrôlé par l'État (Grandazzi, 2005b). Cette logique d'action préventive, qui repose sur la transmission d'informations des experts et des pouvoirs publics vers la population, vise la transformation des comportements et des pratiques des habitants qui, dès lors qu'ils sont informés, sont

censés ne plus se mettre en danger. Cette modalité de l'action publique, axée sur la communication et la diffusion de messages préventifs, cherche à « responsabiliser » les destinataires de ces messages dont l'irresponsabilité ou l'irrationalité peut dès lors être pointée s'ils n'adoptent pas les comportements attendus. « Aide-toi toi-même » est la formule que l'on peut lire sur les affiches où sont énumérées les recommandations à l'adresse des habitants qui sont incités à prendre en charge leur protection au quotidien en respectant les règles de vie édictées par les experts, ce qui conduit nécessairement à culpabiliser les familles qui enfreignent les interdictions et ne se soumettent pas aux modalités rationnelles de gestion de la menace. Les cours dispensés dans les écoles, destinés à enseigner aux enfants les conditions d'une « vie saine » dans les territoires contaminés, ne semblent pas davantage produire les résultats escomptés. Si les enseignants s'efforcent de donner des conseils pratiques aux plus jeunes élèves, ils se retrouvent souvent confrontés à leurs propres contradictions : comment convaincre les enfants de ne pas aller en forêt alors qu'ils voient leurs professeurs s'y rendre régulièrement ? Quant aux élèves plus âgés, les cours théoriques sur la radioactivité, déconnectés des enjeux de la vie quotidienne, ne leur sont que d'un intérêt médiocre pour se protéger d'un danger qu'ils se représentent tout autrement.

L'échec constaté, et cependant prévisible, des campagnes d'information et de prévention fondées sur cette perspective descendante, où les experts décident des consignes et les populations les appliquent, tient à plusieurs types de raisons. D'abord à la diversité des systèmes de représentation ou d'interprétation de la contamination et du risque radiologique parmi la population. En effet, les habitants ne partagent pas le système de valeurs que tend à constituer le savoir scientifique et technique sur lequel reposent les actions préventives et à l'aune duquel sont jugés leurs discours et leurs pratiques. Il semble alors que les messages de prévention, pour être entendus et appropriés, doivent d'abord être filtrés et reconfigurés afin de trouver – éventuellement – leur place dans un système préexistant de pratiques et de représentations et être ainsi compatibles avec les formes d'appréhension du danger qui s'enracinent dans l'histoire et l'expérience singulières de chacun. Ces logiques sociales, qui reposent sur la mobilisation de ressources cognitives ou de savoirs hétérogènes (croyances, savoirs sociaux), permettent la constitution de protections symboliques grâce auxquelles les résidents des territoires contaminés s'estiment protégés des dangers liés à la radioactivité. Chacun oscille alors entre désir et crainte de savoir, recherche et refus d'informations (ou vigilance et déni), cherchant en premier lieu à maintenir une cohérence d'ensemble entre ses représentations préexistantes, constitutives de son identité et de son rapport au monde. On peut évoquer ici le « principe inverse d'évaluation des risques », formulé par David Fleming et cité par Jean-Pierre Dupuy (2002), selon lequel « la propension d'une communauté à reconnaître l'existence d'un risque serait déterminée par l'idée qu'elle se fait de l'existence de solutions ». Ce qui nous amène au deuxième obstacle auquel se heurtent les campagnes de prévention et les stratégies d'information du public.

En effet, dans la mesure où les informations disponibles ne sont associées à aucune alternative permettant d'avoir prise sur le risque mais consistent essentiellement à éviter de se mettre (trop) en danger (ne pas manger tel ou tel produit, ne pas aller en forêt, etc.), elles ne laissent espérer aucune capacité d'action supplémentaire. Ainsi, la question n'est-elle pas strictement réductible à un problème de perception ou de représentation du risque, mais renvoie plus fondamentalement au rapport que les habitants entretiennent à la prévention, comme l'a notamment montré Marc Mormont (2000) à partir de recherches menées sur d'autres terrains. Dès lors qu'ils doivent vivre avec le risque, il s'agit davantage pour eux de savoir quelles ressources ils sont en mesure de mobiliser pour l'appréhender. On peut alors faire l'hypothèse que les messages de prévention et les informations délivrées par les autorités scientifiques et

politiques, loin d'être perçus comme des éléments susceptibles d'améliorer la situation et les conditions de vie, peuvent au contraire être considérés comme des menaces ou des atteintes aux ressources – cognitives, sociales, matérielles, institutionnelles – dont disposent les habitants pour faire face à la situation à risque et habiter ces territoires. Menace pour les ressources cognitives car croyances et savoirs sociaux sur la contamination et ses dangers peuvent être radicalement remis en cause par l'information institutionnelle dont l'appropriation peut nécessiter un remaniement plus ou moins important des représentations. On pourrait ajouter que, bien plus que de simples interdits impossibles à respecter en situation de pénurie, les restrictions alimentaires qui pèsent sur la vie quotidienne des résidants en zone contaminée sont surtout perçues comme une réelle et insupportable atteinte à leur autonomie et un bouleversement de leur rapport au territoire et de leur identité. Ce sont aussi les liens de solidarité leur permettant notamment de s'inscrire dans un système d'échange symbolique qui sont remis en cause. Dans la mesure où la prévention est jugée destructrice de ce qu'on peut considérer comme des ressources sociales (autonomie, solidarité), elle apparaît dès lors bien pire à leurs yeux que la radioactivité elle-même, qu'un arsenal de rituels de protection leur permet par ailleurs de mettre – symboliquement – à distance.

On peut remarquer, enfin, que si le rapport que construisent les habitants au danger est indissociable du regard qu'ils portent sur les outils et les dispositifs de la gestion post-accidentelle, celui-ci est à son tour en grande partie déterminé par la relation qu'ils entretiennent avec les acteurs qui participent de la définition et de la mise en œuvre des actions d'information, de prévention et de protection. De fait, inscrire la question du risque dans une perspective territorialisée nécessite de s'intéresser aux relations entre acteurs et aux dynamiques qui traversent le territoire, le risque et le processus de construction sociale dont il fait l'objet n'étant pas appréhendables indépendamment du système d'action et d'acteurs qui y prennent part et au travers duquel se cristallisent les divisions et les enjeux de pouvoir qui structurent, tant les rapports sociaux dans les territoires contaminés que, plus largement, le rapport aux institutions locales, nationales ou internationales. Dans cette perspective, force est de constater que les habitants ont de multiples raisons d'être sceptiques par rapport aux institutions et aux acteurs en charge de la gestion post-accidentelle. Ainsi, l'incertitude quant au risque encouru à vivre là se double-t-elle d'une incertitude plus grande encore sur les intentions, réelles et supposées, des « gestionnaires » des conséquences de la catastrophe et des acteurs de la prévention.

Conclusion

La profonde crise de confiance envers les autorités politiques, scientifiques et médicales, due à la politique du secret et aux mensonges proférés pendant des années, a ainsi durablement entamé le crédit accordé aux informations officielles et constitue un sérieux obstacle aux politiques de prévention aujourd'hui mises en œuvre qui se heurtent de façon systématique à la défiance des populations. Dans ce contexte, la capacité de résistance aux institutions devient une ressource essentielle quand celles-ci, pétries de contradictions, n'offrent aucune autre alternative que le refus des contraintes et des injonctions dont elles sont porteuses. Cependant, la difficulté – pour ne pas dire l'impossibilité – à exprimer cette capacité de résistance sur le terrain politique et à transformer les problèmes rencontrés en *enjeux collectifs* susceptibles d'être discutés et négociés, contraint toujours davantage les habitants à se résigner, à déplacer le lieu de l'affrontement à la réalité dans le registre de l'imaginaire et du symbolique, ou encore à déployer des stratégies individuelles pour faire face à des situations qui sont vécues comme des *épreuves personnelles* (Wright Mills, 1967).

Enfin, les actions d'information et de prévention, en individualisant les comportements (« aide-toi toi-même »), en cherchant à promouvoir une culture rationnelle du risque qui évacue la dimension essentielle et complexe des rapports que les habitants entretiennent au territoire, en mettant en cause les ressources dont ils disposent sans leur fournir d'alternative acceptable, seront vraisemblablement vouées à l'échec et susciteront des réactions de rejet d'autant plus vives que les principaux concernés n'auront pas été associés à leur définition et que ne leur aura pas été reconnu un droit d'intervention leur permettant de peser sur la gestion d'un risque qu'ils doivent affronter, malgré eux, quotidiennement. Déterminer ce qui relève de décisions individuelles d'un côté, de choix collectifs de l'autre, ce qui peut et doit faire l'objet de négociations, assurer le pluralisme de l'expertise et de la mesure, permettre aux habitants de peser sur les décisions qui engagent leur devenir, faire de la prévention une véritable priorité de la politique de réhabilitation (Grandazzi, 2004), intégrée à une réflexion globale sur les conditions de vie dans les territoires contaminés, telles sont quelques-unes des conditions nécessaires, qui commencent seulement à être réunies, à la résolution des problèmes les plus évidents qui se posent dans le contexte post-accidentel.

Bibliographie

- ALEXIEVITCH S., (1997) 1998, *La supplication. Tchernobyl, chroniques du monde après l'apocalypse*, Paris, J.-C. Lattès.
- BALANDIER G., 2001, *Le Grand Système*, Paris, Fayard.
- BECK U., (1986) 2001, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Aubier.
- BOCÉNO L., Y. DUPONT, G. GRANDAZZI et F. LEMARCHAND, 2000, « Vivre en zone contaminée ou les paradoxes de la gestion du risque », *Innovations et sociétés*, n°1, Publications de l'Université de Rouen, pp. 41-64.
- COANUS T., F. DUCHÊNE et E. MARTINAIS, 1999a, *La ville inquiète. Développement urbain, gestion du danger et vie quotidienne sur trois sites « à risque » de la grande région lyonnaise (fin XIX^{ème} – fin XX^{ème} s.)*, Rapport, Laboratoire RIVES, ENTPE.
- DECROP G., 1994, *Le risque nucléaire : objet de "négociation" ?*, rapport, GDR CRISE CNRS / Futur Antérieur.
- DUPONT Y. (dir.), 2003, *Dictionnaire des risques*, Paris, Armand Colin.
- DUPUY J.-P., 2002, *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain*, Paris, Seuil.
- GORZ A., 1978, *Écologie et politique*, Paris, Seuil.
- GRANDAZZI G., F. LEMARCHAND et V. SYMANIEC, 2003, « Témoigner sur Tchernobyl : les sciences humaines et l'art face à la catastrophe », in : DÉPELTEAU F. et A. LACASSAGNE (dir.), *Le Bélarus : l'État de l'exception*, Sainte Foy, Les Presses de l'Université Laval, Québec, pp. 363-380.
- GRANDAZZI G. et F. LEMARCHAND (dir.), 2004, *Les silences de Tchernobyl. L'avenir contaminé*, Paris, Éditions Autrement, Collection Mutations, n°230.
- GRANDAZZI G., 2004, « Les enjeux de la réhabilitation dans les territoires contaminés par l'accident de Tchernobyl », in : SCARWELL H.-J. et M. FRANCHOMME (dir.), *Contraintes environnementales et gouvernance des territoires*, Actes du colloque

- international organisé par l'Université des Sciences et Technologies de Lille, 23-24 septembre 2004, Paris, Éditions de l'Aube, pp. 326-333.
- GRANDAZZI G. et F. LEMARCHAND, 2005, « Témoins du futur : vivre avec la catastrophe », in : DORNIER C. et R. DULONG (dir.), *Esthétique du témoignage*, Actes du colloque international organisé par le Réseau des MSH Caen-Poitiers-Toulouse, MRSH de l'Université de Caen, 18-20 mars 2004, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, pp. 317-332.
- GRANDAZZI G., 2005a, « Vivre après Tchernobyl : la catastrophe comme figure des sociétés technoscientifiques », in : FELTZ B. et alii (dir.), *Éthique, Technique et Démocratie*, Actes du colloque international organisé par les Universités catholiques de Louvain et de Lille, 29-31 mai 2002, Louvain/Paris, Éditions Peeters, Collection « Bibliothèque philosophique de Louvain », à paraître.
- GRANDAZZI G., 2005b, « Alimentation et pollution radioactive : la problématique post-accidentelle dans les territoires de Biélorussie contaminés par l'explosion de Tchernobyl », in : MONTANARI M. et J.-R. PITTE (dir.), *Frontières alimentaires en Europe*, Actes du colloque international organisé par l'Institut Européen d'Histoire de l'Alimentation, Bologne, Italie, 11-12 décembre 2003, Paris, Hachette Littératures, à paraître.
- JEUDY H.-P., 1990, *Le désir de catastrophe*, Paris, Aubier.
- LEMARCHAND F. (dir.), 1998, « Vulnérabilités et technosciences », *Mana*, n°4, Caen.
- LEMARCHAND F., 2002, *La vie contaminée. Éléments pour une socio-anthropologie des sociétés épidémiques*, Paris, L'Harmattan.
- MAUSS M., 1950, *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF.
- MORMONT M., 2000, « Sociologie de la précaution : risque et connaissances pertinentes », in : ZACCAÏ E. et J.-N. MISSA (dir.), *Le principe de précaution, significations et conséquences*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, pp. 183-194.
- VALÉRY P., 1931, *Regards sur le monde actuel*, Paris, Stock.
- WRIGHT MILLS C., 1967, *L'imagination sociologique*, Paris, François Maspero.
- WIEVIORKA A., 1998, *L'ère du témoin*, Paris, Plon.